

## Burundi : arrestations d'auteurs d'exécutions extrajudiciaires

RFI, 10 août 2012 Burundi : premières arrestations des responsables des exécutions sommaires Les Nations unies, les organisations internationales et la société civile du Burundi dénonçaient depuis quelques années de graves violations des droits de l'Homme dont de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires dans ce pays. Le gouvernement, sous la pression de la communauté internationale a finalement créé depuis plus d'un mois une commission judiciaire chargée d'enquêter sur ces cas. Celle-ci vient de procéder enfin à ses premières arrestations d'auteurs présumés de tels actes. Elle a arrêté cinq hommes dont le numéro deux de la police de la province de Gitega, au centre du Burundi, un officier qui se faisait appeler Rwembe, « Le rasoir » en français à cause de ses méthodes radicales. Pas suffisants estime-t-on dans la société civile burundaise.

Ces premières arrestations de responsables présumés d'exécutions extrajudiciaires ont fait effet dans le pays où ce genre de criminels paraît sur la place publique et en toute impunité jusqu'ici. La société civile burundaise rappelle que les Nations unies ont dénoncé 61 cas d'exécutions extrajudiciaires, rien qu'en 2011. Pacifique Nininahyaho, le directeur général de Forsec, une plate-forme qui regroupe quelque 160 associations, craint que le Burundi ne cherche à rentrer dans les bonnes grâces de ses bailleurs de fonds, avant une conférence des partenaires qui doit se tenir à Paris. « Dans un premier temps, nous ne pouvons que féliciter cette commission et lui demander de ne pas se limiter seulement aux exécutants de ces crimes graves, mais aussi de toucher ceux qui ont donné l'ordre d'exécuter (des victimes) mais aussi ceux qui ont couvert ceux qui ont commis des exécutions extrajudiciaires ». Le gouvernement du Burundi a réagi vivement en accusant la société civile de faire l'amalgame volontairement entre les gens qui appartiennent aux groupes qui ont tenté de déstabiliser ce pays depuis deux ans et qui ont été anti, avec des victimes présumées d'exécutions extrajudiciaires. Et le porte-parole du gouvernement burundais de se en prendre une nouvelle fois à une société civile qui roule pour l'opposition burundaise. Philippe Nzobonariba : « Ce que l'opinion croit insuffisant, c'est surtout d'une certaine manipulation qui a toujours caractérisé certaines associations de la société civile qui ont toujours privilégié la surenchère ».